



PRÉFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

Direction  
de la Coordination  
des Actions et des Moyens  
de l'Etat

UNITÉ TERRITORIALE TARN AVEYRON			
DREAL - Midi Pyrénées			
Chef de l'U.T.			
A1	<input checked="" type="checkbox"/>	- 7 DEC. 2015 <b>15/324</b>	TA1
A2	<input type="checkbox"/>		TA2
T1	<input type="checkbox"/>		CITA
T2	<input type="checkbox"/>		
			<input checked="" type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/> Pour attribution <input checked="" type="checkbox"/> Pour établir un projet de réponse
			SIGNALÉ

Arrêté n° 2015-49-01 du 7 DEC 2015

**O B J E T : mise en demeure de constituer des garanties financières  
SAS COSTE TRAVAUX PUBLICS – carrière de calcaire - commune de Saint  
Affrique**

**LE PRÉFET DE L'AVEYRON**

*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 514-5, L.516-1, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, R.516-1 et R.516-2 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 09 février 2004 et relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

**Vu** la circulaire du 09 mai 2012 relative aux garanties financières de remise en état des carrières et aux stockages des déchets de l'industrie des carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2005-308-10 du 04 novembre 2005 autorisant, pour une durée de 30 ans, la SA COSTE Frères à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire dite des 'Crassous' et une installation de concassage criblage, sise au lieu-dit 'Al Rial' sur les parcelles section AX n°40 à 47 et 50 du plan cadastral de la commune de Saint Affrique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de modification de phasage n°2009-113-1 du 23 avril 2009, relatif à la carrière exploitée par la SA COSTE Frères sur la commune de Saint Affrique;

**Vu** l'acte de cautionnement bancaire établi au bénéfice de la Société COSTE TRAVAUX PUBLICS par la Banque OSEO BDPME le 03 février 2006 et à échéance du 03 novembre 2010 ;

**Vu** la visite d'inspection réalisée le 10 novembre 2015 et le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 16 novembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la SAS COSTE TRAVAUX PUBLICS domiciliée au Moulin Neuf – 12 400 Montlaur poursuit l'exploitation de la carrière de calcaire dite 'Crassous' située au lieu-dit 'Al Rial', sur le territoire de la commune de Saint Affrique ;

**Considérant** que les garanties financières ne sont pas constituées pour la phase quinquennale d'exploitation en cours ;

**Considérant** que les garanties financières auraient dû être renouvelées au moins trois mois avant la date d'échéance ;

**Considérant** que le non renouvellement des garanties financières constitue un non-respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2009-113-1 du 23 avril 2009;

**Considérant** qu'en pareille situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la SAS COSTE TRAVAUX PUBLICS de constituer les garanties financières correspondantes, conformément à l'arrêté du 31 juillet 2012 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRETE**

**Article 1** – La SAS COSTE TRAVAUX PUBLICS est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté :

- de fournir au préfet, avant le 31 mars 2016 l'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté préfectoral n°2009-113-1 du 23 avril 2009. Cet acte sera établi conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

**Article 2** - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de TOULOUSE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4** – Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi Pyrénées, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une copie sera adressée au maire de Saint Affrique et notifiée à la SAS COSTE TRAVAUX PUBLICS

Fait à Rodez, le **- 4 DEC. 2015**

Le préfet  
Pour le préfet  
Le secrétaire général



Sébastien CAUWEL